

Fébrile mais pas frileux, Cotonou à quatre jours du Sommet francophone (B.8)

RÉAL PELLETIER
envoyé spécial

La Presse À COTONOU, Bénin

■ Le Français Daniel Ambroise a droit à une caisse de champagne. C'est l'objet d'un pari conclu avec un homologue du puissant bâtisseur français Bouygues, numéro mondial de cette branche, battu en appel d'offres pour la construction du Centre de conférences de Cotonou.

Vengeur autant que blagueur, le gars de Bouygues aurait juré que l'équipe d'Ambroise ne terminerai jamais les travaux à temps. Parce que c'est l'Afrique, et que c'est dur, etc. Or la firme de Daniel Ambroise remettait aux autorités béninoises, il y a 11 jours, les clés du Centre de conférences ou se tiendra, du 2 au 4 décembre, en présence des familles royales du pays, le Sommet des pays francophones.

Plus précisément, les assises de la VI^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement ayant le français en partage.

L'élasticité — laborieuse autant que géniale — de la formule désignant ces assises permet d'y inclure pas moins de 47 États, un nombre qui dépasse celui de la participation au sommet du Commonwealth, qui a eu lieu en Nouvelle-Zélande, il y a deux semaines. Personne évidemment ne se fait d'illusions sur l'importance relative des deux événements en termes de volumes de populations impliquées ou de poids politique planétaire. Reste que le petit État béninois de cinq millions d'habitants, tapi à l'ombre du puissant — et inquiétant — voisin nigé-

rian à l'est, un Bénin fraîchement acquis à la démocratie après des années de régime marxisant, est assez fier d'accueillir, sous l'autorité du président Néciphore Soglo, cet événement prestigieux sans précédent dans l'histoire du pays.

Cotonou, la capitale, s'est faite belle, voire coquette dans sa modeste mesure, pour accueillir, aujourd'hui et demain, les ministres des Affaires étrangères des pays invités, et, dans trois jours, les chefs d'État et de gouvernement, dont le premier ministre du Canada, Jean Chrétien. Le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, est arrivé hier soir. Il remplace le premier ministre Parizeau qui a choisi de s'abstenir, dans les circonstances actuelles.

Quant au ministre des Affaires étrangères du Canada, André Ouellet, il rentabilise son périple: il était hier à Abidjan, est aujourd'hui à Accra et sera demain à Cotonou.

Landry-Ouellet, du beau feu d'artifice en perspective, avec Jean Chrétien veillant au grain. Pourtant, pas de vraie guerre diplomatique en vue. Bernard Landry déclarait hier à sa descente d'avion que l'Afrique, avec ses problèmes, lui paraît « un bien mauvais terrain d'affrontement Ottawa-Québec. J'ai assez connu l'Afrique en 30 ans de fréquentation pour avoir appris à ne pas lui imposer nos luttes. »

Ce qui n'empêche pas les deux niveaux de gouvernement de vouloir laisser leur marque sur Cotonou à la faveur de ce sommet. Jean Chrétien inaugurerà, le 1^{er} décembre, le Carrefour du

Canada, aboutissement d'une route de pres de cinq kilomètres financée par Ottawa et qui permettra de désenclaver une population de quelque 100 000 personnes.

Du côté du Québec, le représentant René Leduc, en poste à Abidjan, signalait encore hier matin les préparatifs d'une présentation que fera M. Landry d'une maquette de ce que sera une Place du Québec à Cotonou. Et malgré l'horaire chargé du chef de l'État béninois en ces jours fastes en réceptions, le vice-premier ministre du Québec aura droit à une audience accordée par le président Soglo. Ce soir, M. Landry prend la parole au dîner de clôture du congrès de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (UIJPLF).

Une pomme de discorde en perspective: l'implantation d'Internet en Afrique. Avec un troisième joueur cette fois dans le décor, le Nouveau-Brunswick. A suivre ces prochains jours.

Dans l'intervalle, les fédéraux semblent assez contents du cadeau, fait au Bénin, de cette route prenant racine au Carrefour du Canada, à la jonction de la route de Lomé au nord, et conduisant à la mer au sud. Une particularité de cette artère africaino-urbaine: sa construction, sous l'autorité de Pierre Beaudoin, de SNC-Lavalin, s'est faite sur appel d'offres, en 13 petits contrats, impliquant autant de petits entrepreneurs locaux.

L'état-major fédéral, pour ce Sommet francophone de Cotonou, est impressionnant. Le Canada est présent ici depuis plu-

sieurs semaines. La jeune tradition de ces sommets de la francophonie veut, quand l'événement a lieu dans le tiers monde, qu'Ottawa fournisse les services de soutien technique et de formation du personnel, en termes de sécurité, d'infrastructures de communication et de santé.

Mission accomplie. Ou presque. Les techniciens canadiens ont maintenant largement quitté Cotonou, laissant l'initiative des opérations aux Béninois, dont l'armée s'affairait en week-end à faire des tests de défilés d'accueil aux dignitaires... au grand dam des citoyens.

Arrivent maintenant régulièrement depuis le week-end les grandes orgues du PMO (le Bureau du premier ministre), les cordes des Affaires étrangères, les cuivres des services de la francophonie détachés de l'ambassade du Canada à Paris, l'ensemble appuyé par les percussions offertes par les services de la mission canadienne installée à Cotonou, avec, aux cymbales, un ancien proche de Robert Bourassa, l'ex-député Jacques Veilleux, chargé de mission spéciale pour le ministre des Affaires étrangères André Ouellet, sur un contrat de quelques mois pertinent au Sommet.

René Leduc, unique fonctionnaire permanent du Québec en poste en Afrique de l'Ouest, paraît bien seul. Encore qu'il compose, depuis hier soir, avec une petite équipe formée de fonctionnaires des Affaires internationales, de personnel politique du Bureau du premier ministre et de fonctionnaires responsables des affaires de la francophonie en poste à Paris.

La Presse
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

28 NOV. 1995